

**FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE****COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES****APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT**N° **044**... /AONO/FEICOM/CIPM/2025 DU... **14 JUL 2025****POUR LA REALISATION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE PLOMBERIE SANITAIRE ET DE PROTECTION INCENDIE DE L'IMMEUBLE SIEGE DU FEICOM A YAOUNDE (EN PROCEDURE D'URGENCE)****1. Objet de l'Appel d'Offres**

Le Directeur Général du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM) lance un Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation des prestations de maintenance des installations de plomberie sanitaire et de protection incendie de la Direction Générale du FEICOM, sise à Mimboman à Yaoundé.

2. Consistance des Prestations

Les prestations objet du présent Appel d'Offres consistent en la maintenance des installations de plomberie sanitaire et de protection incendie de l'immeuble siège du FEICOM sis à Mimboman à Yaoundé, suivant la description technique contenue dans les termes de référence du Dossier d'Appel d'Offres.

La mission comporte les prestations suivantes :

- Maintenance préventive (Rondes, Contrôles, Inspection, vérification des salles d'eau et robinetterie, relevées des paramètres de fonctionnement des surpresseurs eau froide sanitaire et incendie) ;
- Maintenance curative (Réparation par le remplacement des pièces usées ou défectueuses et la remise en état des organes fonctionnels des appareils) (Intervention résultant d'un arrêt des installations ou d'une demande formulée par le FEICOM) ;
- Reporting mensuel des interventions et de l'état des équipements et de la circuiterie ;
- Fourniture et remplacement des pièces de rechange en cas de nécessité après validation de l'ingénieur du Marché.

3. Tranches/Allotissement

Ces prestations ne sont pas alloties.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **30 000 000 (trente millions) francs CFA**.

5. Délai prévisionnel

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage, est fixé à douze (12) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer l'exécution du marché.

6. Participation et origine

Le présent Appel d'Offres est ouvert aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience avérée pour la réalisation des prestations sus visées. L'entreprise devra justifier la réalisation des prestations similaires dans le passé.

7. Financement

Les prestations, objet du présent appel d'offres sont financées par le budget du Fonds Spécial d'Equipeement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM), des exercices 2025 et suivant, sur la ligne d'imputation budgétaire de référence **61-21-20 « entretien bâtiments »**.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivré par une banque ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO dont le montant s'élève à **600 000 (six cent mille) francs CFA** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Il doit être accompagné du récépissé de la CDEC, conformément à la lettre circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics. En cas de chèque-banque ou certifié délivré en lieu et place des cautionnements, lesdits chèques doivent être transmis à la CDEC par l'établissement financier émetteur au moins sept (07) jours ouvrables avant l'ouverture des plis. L'absence de cette pièce entraîne le rejet immédiat de l'offre.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considéré comme absent. Le cautionnement de soumission et le récépissé de la CDEC présentés par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le DAO est consultable en ligne dès publication du présent Avis sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm). Il peut également être consulté gratuitement dans les services du MO aux heures ouvrables au Service des Marchés et Approvisionnements, sis à l'ancien siège du FEICOM à Yaoundé Mimboman BP 718 Yaoundé, FEICOM, 381 Rue 4.561 MIMBOMAN YDE 4ème, Téléphone 222 235 164 ; poste 217 ; Fax 222 23 17 59 dès publication du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version électronique du DAO peut être obtenue par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'acquisition du DAO qui s'élève à **cinquante mille (50.000) francs CFA** payable dans le Compte Spécial CAS – ARMP ouvert dans les Agences BICEC.

12. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **14 AOÛT 2025** à **09 heures**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli fermé et scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus des références de la consultation ci-dessous dans les délais impartis :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 011 /AONO/FEICOM/CIPM/2025 DU 14 JUL 2025
POUR LA REALISATION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE
PLOMBERIE SANITAIRE ET DE PROTECTION INCENDIE DE L'IMMEUBLE SIEGE DU FEICOM A
YAOUNDE (EN PROCEDURE D'URGENCE)
"A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

A déposer au Service des Marchés et Approvisionnements, sis à l'ancien siège du FEICOM à Yaoundé Mimboman BP 718 Yaoundé, FEICOM, 381 Rue 4.561 MIMBOMAN YDE 4ème, Téléphone 222 235 164 ; poste 217 ; Fax 222 23 17 59.

N.B : Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13.Recevabilité des plis

Les versions numériques des pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être compilées dans des fichiers distincts et la copie de sauvegarde enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde ».

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable ; notamment l'absence du cautionnement de soumission délivré par une banque ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considéré comme absent. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14.Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un seul temps,

L'ouverture des pièces administrative, offres techniques et financières aura lieu le.....**4 AOÛT 2025**..... à 10 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du FEICOM dans la salle de réunions de ladite Commission sise à l'ancien siège du FEICOM.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance du dossier même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15.Critères d'évaluation

15.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de :

- 1.L'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission timbré et acquitté à la main à l'ouverture des plis, accompagné du récépissé de consignation délivré par la CDEC, conformément à la circulaire N°00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2023 relative à l'application du Code des Marchés Publics ;
- 2.La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;
- 3.Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
- 4.Non-respect d'au moins 5/6 critères essentiels-;
- 5.L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- 6.Du non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en ligne ;
- 7.L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- 8.L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- 9.L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;

10. L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
11. Non-conformité du modèle de la soumission ;
12. Le Non-respect du profil du coordonnateur du contrat à savoir : être titulaire d'un diplôme Ingénieur (Bac+3 au moins) en Maintenance Industrielle, génie hydraulique, génie rural ou équivalent, justifiant d'une expérience générale d'au moins trois (03) ans et d'une expérience spécifique en tant que chef de projet ou coordonnateur de projet dans au moins un projet d'installation et/ou de maintenance du réseau hydraulique des bâtiments ou similaire ;
13. Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
14. Absence d'une attestation de visite de site signé par le DSCI ou son représentant ;
15. Absence des preuves d'acceptations des conditions du marché.

15.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées selon les critères essentiels ci-dessous :

- 1. Présentation de l'offre ;
- 2. Références du soumissionnaire ;
- 3. Capacité financière ;
- 4. Qualification et expérience du personnel requis ;
- 5. Moyens logistiques ;
- 6. Méthodologie et organisation du travail.

16.Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins-disante et ayant préalablement rempli les critères techniques et financiers requis.

17.Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18.Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Service des Marchés et Approvisionnements du FEICOM :

Tél : (237) 222 235 164, Poste 217, Porte 11.

BP : 718 YAOUNDE, FEICOM, 381 Rue 4.561, MIMBOMAN YDE 4ème

Fax : (237) 222 23 17 59.

19.Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème technique ou lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics(MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Copies :

- MINMAP/ATCR ;
- ARMP pour insertion au JDM ;
- Président/CIPM ;
- Affichage ;
- Chrono/Archives.



LE DIRECTEUR GENERAL,
MAÎTRE D'OUVRAGE,

Philippe Camille Akoa
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE



SPECIAL COUNCIL SUPPORT FUND FOR MUTUAL ASSISTANCE

INTERNAL TENDERS BOARD

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE N° 011/AONO/FEICOM/CIPM 2025 OF 1.4 JUL 2025 FOR THE REALIZATION OF THE MAINTENANCE OF SANITARY PLUMBING AND FIRE PROTECTION EQUIPMENT OF THE HEAD OFFICE BUILDING OF FEICOM: FEICOM'S BUDGET 2025 FINANCIAL YEAR

1. Subject of the Call for Tender

The General Manager of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM), hereby launches an Open National Invitation to tender for the realization of the maintenance works of sanitary plumbing and fire protection equipment of the Head Office building, located in Mimboman, Yaounde. The terms of reference works shall be specified in the Tender Document.

2. Nature of the Services

The works to be carried out within the framework of this Invitation to tender shall consist in the maintenance of the sanitary plumbing and fire protection installations and equipment of the head office building located at Mimboman in Yaounde, following the technical description contained in the terms of reference of the Tender Document.

3. Tranches/division into lots

The services are not allotted.

4. Estimated cost

The estimated cost for these supplies shall be **CFA F Thirty million (30,000,000) TI.**

5. Estimated execution timeframe

The maximum deadline provided for by the Project Owner for the execution of the services covered by this invitation to tender is twelve (12) calendar months.

This deadline shall start from the date of notification of the administrative order to commence services.

6. Participation and origin

This Invitation to tender shall be open to companies under Cameroon law having established experience for the realization of the works targeted above. The company shall show proof of the realization of similar works in the past.

7. Financing

The works concerned in this Invitation to tender shall be funded by the budget of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM), on budget head 61-21-20 « Maintenance of buildings » 2025 and subsequent fiscal year.

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is online.

9. Bid bond

Each bidder shall include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond issued by a first-rate banking institution authorised to issue bonds for public contracts, accompanied by the deposit receipt issued by the Depositary and Custody Bank, approved by the Ministry in charge of Finance and whose list is found in document 13 of the Tender File, of an amount of six hundred thousand (600 000) CFA francs and valid up to thirty (30) days beyond the date of validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

10. Consultation of the Tender File

The Tender Document may be consulted on the platform COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> after the publication of this notice during working hours in the service in charge of contacts and supplies, located in the former Head Office of FEICOM at MIMBOMAN. Tel: (237) 222 235 164, Extension 217, Room 11. P.O.Box :718 YAOUNDE, FEICOM, Street 4.561, Fax : (237) 222 23 17 59. and the electronic version

11. Acquisition of the Tender File

The Tender Document may be obtained during working hours from the Contracts and Supplies Service, located in the former Head Office of FEICOM in Yaounde (Mimboman), P. O. Box 718 Yaounde, FEICOM, Street 4.561, MIMBOMAN YDE IV, Telephone 222 23 51 64; Extension 217 ; Room 11 ; Fax 222 23 17 59, upon the publication of this Notice on the presentation of a receipt attesting to the payment of the sum of CFA fifty thousand (50, 000) non-refundable into the Special Account CAS – ARMP opened in BICEC Branches

12. Submission of bids

Each tender, drafted in English or French.

- For online submission, the offer must be sent by the bidder on the COLEPS platform no later than at 09 am. A backup copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the indication mentioned below references within the allotted time frame:
 - OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE
 - No ~~001~~ /AONO/FEICOM/CIPM/2025 of ... **14 JUL 2025**
- FOR THE FOR THE REALIZATION OF THE MAINTENANCE OF SANITARY PLUMBING AND FIRE PROTECTION EQUIPMENT OF THE HEAD OFFICE BUILDING OF FEICOM "To be opened only during the bid-opening session"

N.B: File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents making up the bidder's offer and that shall be forwarded to the platform are as follows:

- 5 MB for the Administrative File;
- 15 MB for the Technical bid;
- 5 MB for the Financial bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates shall use compression software to eventually reduce the size of the files to be transmitted]

13. Admissibility of bids

Administrative documents, technical and financial bids must be submitted in different and separate sealed envelopes.

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the tender documents shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-rate body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the tender documents shall result in the outright rejection of the tender without any appeal.

14. Opening of Bids

Opening of bids, which shall be carried out in one phase, shall take place on ~~14~~ **14** ~~ADU~~ **ADU** ~~2025~~ **2025** at 10:00 a.m. prompt by the Internal Tenders Board of FEICOM in the Conference Room of the Mobilization of Financial Resources, Accounting and Assets Management Department.

Only bidders may attend this opening session or be represented therein by a person of their choice duly mandated and having a perfect knowledge of the document.

Under pain of rejection, the documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations. They must be valid at the original date limit of bid submission or must have been produced after the date of signature of the tender notice.

In case of the absence or non-conformity of any document in the administrative file at the bids opening session, a period of 48 hours shall be granted to the bidders concerned to produce or replace the document in question.

However, if the bid bond is not present when the bids are opened, the bid will be rejected.

Failure to comply with the required number of copies as indicated in the Special Regulations shall result in the bid being rejected.

15. Evaluation criteria

15.1 *Eliminatory criteria*

[These criteria fix the minimum conditions to be met to qualify for evaluation according to the essential criteria. They should not be the subject of scoring. Failure to comply with these criteria shall result in the bidder's offer being rejected.]

These include:

1. Absence or non-compliance of the bid bond at the opening of bids accompanied by the CDEC deposit receipt in accordance with the circular N°00019/LC/MINMAP of June 05, 2024;
2. Failure to produce, beyond 48 hours after the opening of bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing (except the bid bond);
3. False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
4. Technical score less than 5/6 "yes" (essential criteria) referring to the qualification threshold of technical bids);
5. Absence of a sworn statement that it has not abandoned any contracts in the last three years
6. Failure to comply with the bids file format for online submissions;
7. Absence of a quantified unit price in the Financial Bid;
8. Absence of an element of the financial offer (tender, BPU, DQE);
9. Absence of the Integrity charter dated and signed;
10. Absence of the Commitment statement to comply with social and environmental clauses, duly filled and signed;
11. Non-compliance with the submission model;
12. Failure to comply with the team leader profile
13. Absence of a backup copy in case of malfunction of the COLEPS platform ;
14. Absence of an attestation of site visits signed by the Director of Follow-up and Control of investments or his Representative;

15.2 *Essential criteria*

Technical bids shall be graded on 100 (one hundred) depending on the essential criteria for qualifying candidates which shall include, for example, the following:

1. Presentation of the bid.
2. General references of the company and similar references;
3. Funding capacity;
4. Number of the staff authorized;
5. Logistical means;
6. Methodology and organization of work.

16. Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder with the best evaluated bid based on a combination of technical, financial.

17. Validity period of the offers

Bidders shall remain bound by their tender for 90 days for NITs from the initial deadline for submission of tenders.

18. Further information

Further information may be obtained during working hours from [(SIGAM) service, door number, post box, phone number, fax, e-mail] or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication specified by the Project Owner.

19. Technical support

In need of a technical support, or when there's a technical link to the use of the platform, please call the numbers follow (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to this mail address dsi@minmap.cm.

20. Fighting corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts, please call NACC on or send an SMS to 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, or the ARMP on (+237).

Copies:

- MINMAP for report ;
- ARMP (for publication and archiving);
- Project Owner or DPO concerned, as appropriate;
- Chairperson of the Tenders Board concerned;
- Notice Board/File.



Yaounde, the **14 JUL 2025**
The General Manager,

Philippe Camille Akoa
AGISTRAT HORS-HIERARCHIE